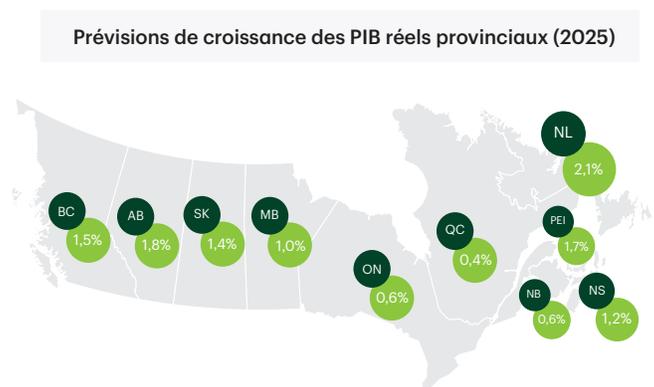


Perspectives économiques provinciales

Les économies des Prairies et de l'Atlantique résistent mieux au choc des tarifs douaniers

18 juin 2025

- Dans le contexte d'une révision à la baisse du profil de croissance à l'échelle nationale en 2025, nous continuons d'affirmer que les régions de l'Atlantique et des Prairies afficheront des rendements supérieurs cette année. Nous nous attendons aussi à ce que l'économie de la Colombie-Britannique fasse preuve de résilience. En revanche, l'Ontario et le Québec devraient connaître une croissance beaucoup plus faible en raison de leur concentration relativement élevée dans le secteur manufacturier.
- Les économies provinciales de tout le pays ont profité de la forte hausse des exportations au premier trimestre alors que les exportateurs ont tenté d'anticiper les droits de douane, mais la situation commerciale à court terme est effectivement difficile. L'Ontario et le Québec seront touchés de façon disproportionnée par les droits de douane américains sur les secteurs de l'acier, de l'aluminium et de l'automobile. Nous nous attendons également à ce que les États-Unis appliquent des droits de douane supplémentaires sur le cuivre, les produits pharmaceutiques, les semi-conducteurs et le bois d'œuvre. En supposant un assouplissement progressif des taux tarifaires américains d'ici la fin de l'année, nous nous attendons à une modeste reprise du centre industriel du pays en 2026.
- Les économies tributaires des produits de base résistent mieux cette année, mais les perspectives de croissance ont tout de même été revues à la baisse par rapport à celles du mois de mars. Les plans de production accélérée de l'OPEP+ et la faiblesse de la demande mondiale, conjugués à la vigueur inattendue du dollar canadien, nous ont conduits à réduire nos prévisions concernant les prix du pétrole. La récente escalade des tensions au Moyen-Orient constitue un risque à la hausse pour les prix au second semestre 2025.
- Le marché de l'emploi canadien continue de ralentir. L'Ontario, le Québec, la Colombie-Britannique et le Manitoba ont absorbé la plus grande partie du choc depuis le début de l'année, car les taux de chômage y ont augmenté plus rapidement qu'ailleurs. Les taux de chômage dans les provinces de l'Atlantique se sont généralement stabilisés, la croissance de l'emploi et celle de la population active s'étant repliées en même temps. Le marché de l'emploi de la Saskatchewan se distingue clairement à l'échelle provinciale en raison de son dynamisme relatif.
- La période de publication des budgets provinciaux de cette année s'étant terminée, quelques thèmes se sont dégagés. Les recettes provinciales et l'équilibre budgétaire global seraient durement touchés cette année à cause des tensions commerciales avec les États-Unis, et chaque province a mis en place des mesures pour protéger son économie à court terme. Les plans de dépenses en immobilisations ont également été revus à la hausse. Cela pourrait stimuler la croissance économique, mais aussi augmenter le fardeau de la dette, qui est déjà élevé.
- Comme certains signaux laissent entrevoir un retour de la demande accumulée, nous nous attendons à une croissance positive des ventes de propriétés résidentielles au deuxième semestre de l'année prochaine partout au Canada. Néanmoins, la faiblesse de l'économie et l'incertitude qui en découle devraient limiter les ventes. À l'échelle nationale, la croissance à court terme des prix des logements sera limitée par le déséquilibre entre l'offre et la demande en Colombie-Britannique et en Ontario, bien que des hausses de prix plus fortes soient prévues dans d'autres régions, où les conditions sont bien plus serrées.



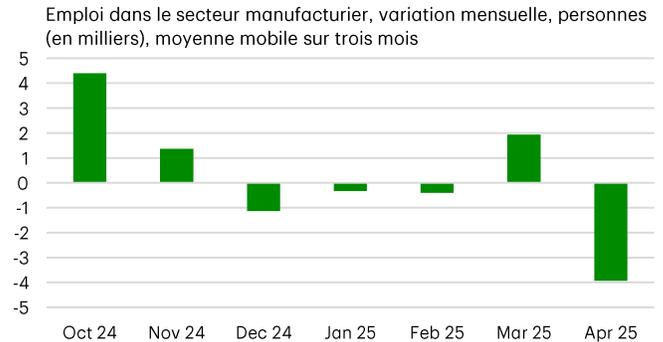
Source: Services économiques TD. Prévisions en date de juin 2025.

Les prévisions de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel du Québec en 2025 ont été fortement revues à la baisse. Au début de 2025, la province n'a pas connu le même taux de croissance que le reste du Canada, la vigueur de la demande intérieure ayant été neutralisée par la faiblesse des exportations. De plus, la croissance au premier trimestre a probablement été inférieure à nos attentes en mars en raison de l'affaiblissement des dépenses de détail (graphique 1).

Les secteurs du Québec axés sur le commerce international font face à un contexte difficile. L'application des droits de douane américains frappera sans doute le Québec assez fort, car le produit québécois le plus exporté vers les États-Unis, soit l'aluminium, est assujéti à un taux tarifaire élevé. En fait, nous estimons que l'incidence directe des droits de douane américains sur l'aluminium pourrait réduire de 0,3 point de pourcentage le PIB du Québec cette année. De plus, le principal partenaire commercial du Québec au pays, l'Ontario, éprouve également des difficultés cette année. Soulignons que la chute des exportations en avril a été relativement généralisée. D'autres secteurs tributaires des échanges commerciaux, comme le commerce de gros et le transport, sont aussi touchés.

La croissance des dépenses des ménages sera probablement lente au Québec pour le reste de l'année, car le marché de l'emploi québécois ralentira en raison des difficultés économiques grandissantes. En effet, le taux d'emploi a reculé de 0,2% par rapport à son sommet de janvier (une baisse plus prononcée que dans le reste du Canada), plombé par le secteur manufacturier (graphique 2). Toutefois, certains facteurs devraient atténuer l'ampleur du ralentissement. La croissance démographique ne ralentit pas autant au Québec que dans le reste du pays, la province étant moins tou-

Graphique 2 : Le secteur manufacturier du Québec révèle des fissures



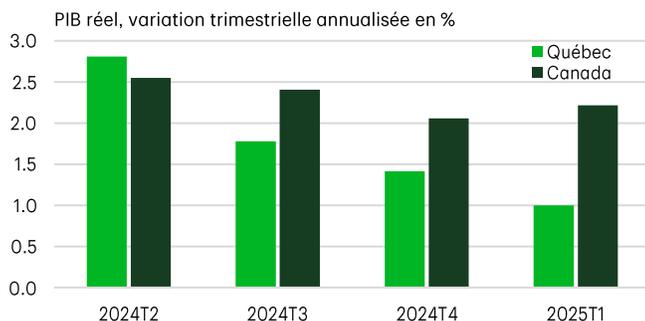
Source : Statistique Canada et Services économiques TD.

chée par le départ de résidents non permanents. De plus, les prix des logements continuent de croître vigoureusement au Québec, aidés par un équilibre serré entre l'offre et la demande, et soutiennent la croissance du patrimoine.

Alors que ces facteurs neutralisent en partie les dépenses des ménages décevantes, d'autres secteurs devraient stimuler la croissance économique de façon plus généralisée. Par exemple, les activités de production liées aux services publics sont en hausse après une piètre performance en 2024. Le secteur de la construction résidentielle est également vigoureux, dopé par la construction de logements locatifs.

Dans son dernier budget provincial, le gouvernement du Québec s'attend à augmenter ses dépenses en infrastructures d'environ 4 milliards de dollars par année afin de stimuler l'économie et de soutenir les activités de construction. Le gouvernement s'est également engagé à verser 1,6 milliard de dollars en soutien à la liquidité aux entreprises de ces secteurs et à prolonger les mesures d'amortissement accéléré dans le secteur manufacturier. Toutefois, à cause de la faiblesse économique prévue, la province prévoit un déficit pour l'exercice 2025/2026 qui atteindra le taux prohibitif de 2,2% du PIB, tandis que la dette nette dépassera le seuil des 40%.

Graphique 1 : La croissance économique du Québec tire de l'arrière depuis quelques trimestres



Source : Statistique Canada, gouvernement du Québec et Services économiques TD. Veuillez noter que le rendement économique du Québec pour le premier trimestre de 2025 est projeté par les Services économiques TD.

Annexe

Prévisions Économiques : Québec			
[Taux de variation moyen annuel, sauf indication contraire]			
Indicateurs économiques	2024	2025F	2026F
PIB réel	1.4	0.4	0.8
PIB nominal	5.4	2.9	3.4
Emplois	0.9	1.2	0.1
Taux de chômage (%)	5.4	6.1	6.2
Mises en chantier (milliers d'unités)	48.8	58.8	48.8
Prix moyen de revente des maisons	4.5	6.9	4.6
Ventes de maisons existantes	18.8	7.7	2.3

Sources : Statistique Canada, SCHL, ACI, prévisions des Services économiques TD.

Prévisions Économiques Provinciales																		
Les Provinces	PIB réel (variation, %)			PIB nominal (variation, %)			Emplois (variation, %)			Taux de chômage (moyenne, %)			Mises en chantier (milliers d'unités)			Prix de revente des maisons (variation, %)		
	2024	2025F	2026F	2024	2025F	2026F	2024	2025F	2026F	2024	2025F	2026F	2024	2025F	2026F	2024	2025F	2026F
National	1.6	0.9	1.1	4.7	3.2	3.3	1.9	1.0	0.4	6.4	7.0	6.8	245.1	248.5	221.9	1.7	-2.6	5.2
Terre-Neuve-et-Labrador	2.4	2.1	1.2	4.5	3.8	3.5	2.7	0.3	0.1	10.1	10.5	11.1	1.7	1.5	1.4	8.7	7.4	3.4
Île-du-Prince-Édouard	3.6	1.7	1.3	6.3	4.3	3.6	3.6	0.5	-0.1	7.9	7.9	8.2	1.2	1.5	1.2	2.4	5.2	4.4
Nouvelle-Écosse	2.7	1.2	1.4	5.3	4.1	3.6	3.1	0.4	0.0	6.5	6.8	7.0	7.4	8.6	6.2	6.6	3.3	3.8
Nouveau-Brunswick	1.8	0.7	0.8	4.0	2.8	2.9	2.8	0.9	0.0	7.1	7.1	7.5	6.2	5.3	3.7	10.4	5.7	4.5
Québec	1.4	0.4	0.8	5.4	2.9	3.4	0.9	1.2	0.1	5.4	6.1	6.2	48.8	58.8	48.8	4.5	6.9	4.6
Ontario	1.4	0.6	0.9	4.7	2.8	3.2	1.7	0.7	0.4	7.0	7.9	7.5	74.5	62.6	64.7	-0.3	-4.4	2.9
Manitoba	1.1	1.0	1.2	3.8	2.7	3.2	2.6	0.9	0.5	5.5	6.0	5.7	7.2	6.9	6.2	6.2	7.1	5.3
Saskatchewan	3.4	1.4	1.2	5.5	4.1	2.9	2.6	1.7	0.2	5.5	5.0	5.2	4.3	6.0	4.8	6.4	7.6	5.2
Alberta	2.7	1.8	1.5	5.4	3.5	3.6	2.9	1.8	0.7	7.1	7.2	6.7	47.8	57.5	42.7	10.0	4.0	4.8
Colombie-Britannique	1.2	1.5	1.3	3.7	4.1	3.6	2.4	1.3	0.6	5.6	6.4	6.1	45.8	39.9	42.3	1.7	-4.4	2.5

Sources : Association canadienne de l'immeuble, SCHL, Statistique Canada, Services économiques TD. Prévisions des Services économiques TD, juin 2025.

Pour toute demande des médias, veuillez contacter Oriana Kobelak au (416) 982-8061

Avis de non-responsabilité

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.